



AMBASSADE DE FRANCE EN ISRAEL

www.ambafrance-il.org

Service de Presse et de Communication

REVUE DE LA PRESSE ISRAELIENNE
Semaine du 27 novembre au 2 décembre 2011

• **REGIONAL**

Evénements en Iran

Moins de deux semaines après l'explosion qui a tué trente personnes dans une base des Gardiens de la Révolution près de Téhéran, une nouvelle explosion a retenti ce lundi à Ispahan. Même si on ne dispose que d'informations confuses et contradictoires en provenance d'Iran, la presse israélienne reprend un article du Times londonien qui, sur la base d'images satellite, affirme que l'explosion a gravement endommagé un site d'enrichissement d'uranium. Des experts israéliens ayant eu accès aux images appuient les conclusions du journal et affirment que cette explosion « n'était pas un accident ».

Deux anciens hauts responsables des services de sécurité israéliens se sont exprimés cette semaine sur l'Iran. L'ancien chef du Mossad, Meir Dagan, a accordé des interviews à la deuxième chaîne et au quotidien Yediot Aharonot dans lesquelles il réaffirme son opposition à une offensive israélienne en Iran et met en garde contre les conséquences terribles qu'une telle offensive aurait pour Israël.

L'ancien chef des renseignements militaires, le général Amos Yadlin, a lui déclaré : « L'Iran a aujourd'hui suffisamment de matière pour fabriquer quatre ou cinq bombes. Une fois qu'ils le décideront, ils pourront obtenir l'arme nucléaire en un an ou un an et demi ». Il a toutefois ajouté : « Bien qu'un Iran nucléaire soit une menace existentielle, cela ne signifie pas que dès que Téhéran aura l'arme nucléaire, ils s'empresseront de l'utiliser contre Israël. Si un conflit éclate entre Israël et l'Iran, des éléments internationaux restreindront notre marge de manœuvre ».

Ofèr Shélah du Maariv commente les propos du général Yadlin et les confronte à ceux du ministre de la Défense, Ehud Barak :

Avec prudence et clarté / Ofèr Shélah - **Maariv**

Amos Yadlin n'est pas aussi direct que Meir Dagan, mais si on lit attentivement ses propos on comprend que, selon lui, Israël doit collaborer avec d'autres forces, pas seulement parce que l'accord du monde est nécessaire pour une démarche aussi grave qu'une attaque en Iran, mais aussi parce qu'il faut pour cela « des capacités militaires meilleures que les nôtres ».

Les derniers événements en Iran, pour autant que l'on puisse en juger, ne font que confirmer cette tendance. La réaction iranienne aux sanctions et, surtout, l'assaut contre l'ambassade de Grande-Bretagne, élargissent le cercle du conflit et éloignent Israël de son centre. Exactement ce que nous souhaitons. La lutte est celle de l'Iran face au monde et non face à Israël, et rien ne sert de focaliser à nouveau l'attention sur la menace d'une attaque israélienne.

Le débat sur l'Iran refuse de nous quitter, et pas seulement parce que la moindre information en provenance d'Iran, et notamment ces explosions mystérieuses causées, ou non, par des services étrangers, fait les gros titres. En effet, tous ceux qui se trouvent dans l'entourage des décideurs estiment que la prochaine session de débats, probablement au printemps, risque d'être décisive.

Ehud Barak déclare publiquement que l'Iran se rapproche du point où le niveau de protection de ses sites nucléaires rendra une offensive militaire inefficace. Si on joint ces propos au calendrier évoqué par les services de renseignement, on comprend que le ministre de la Défense et le Premier ministre sont sérieux et comptent parvenir à une décision dans ce dossier une fois l'hiver passé (en supposant que l'hiver réduit la marge de manœuvre opérationnelle).

Pour l'heure, et les propos d'Amos Yadlin en témoignent, Barak et Netanyahu doivent faire face à une large opposition de la part de responsables politiques et d'experts qui, pour la plupart, estiment qu'un Iran avec l'arme nucléaire serait une menace existentielle pour Israël mais pensent que pour l'instant une offensive militaire est la pire des solutions. Ceci, il faut le souligner, est vrai « pour l'heure ». Le moment venu, d'autres personnes seront assises autour de la table et c'est eux qui auront la responsabilité d'exprimer leur opinion clairement et honnêtement.

Les journaux israéliens ont aussi consacré une large place à l'attaque contre l'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran, à la vive réaction britannique et aux mesures qu'ont prises et prendront encore les pays européens.

Nadav Eyal, chef du desk international de la chaîne 10, estime que la guerre contre l'Iran a, en réalité, déjà commencé :

L'offensive secrète en Iran / Nadav Eyal – **Maariv**

L'escalade est déjà là. La guerre est déjà là. Pour l'heure il s'agit encore d'une guerre limitée, mais le feu se répand. Ce qui était une lutte secrète, avec des assassinats ciblés, se transforme en des attaques stratégiques contre des installations militaires iraniennes. Lorsque dans une grande base de missiles iranienne, une explosion fait des dizaines de victimes, dont des officiers de haut rang, ce n'est plus une opération chirurgicale effectuée par des services d'espionnage. Et si, comme l'affirme le Times, le site nucléaire près d'Ispahan a bien subi des dommages importants, on doit en conclure que l'offensive contre le programme nucléaire iranien a franchi une étape, voire plusieurs.

Face à ce type d'opérations, le régime iranien lui aussi agit et continuera d'agir. Certains affirment en effet que l'assaut contre l'ambassade de Grande-Bretagne vise à détourner l'attention de l'opinion iranienne des attaques contre ses bases militaires. L'Iran et ses Gardiens de la Révolution disposent de suffisamment de cibles faciles, que ce soit dans le

Golfe persique ou en Iran même. Contrairement aux Syriens après le bombardement de Dir a-Zour, le régime iranien nous dit : Nous ne laisserons pas passer les attaques contre nos bases stratégiques. Nous sommes capables de réagir et nous le ferons.



« J'ai l'impression que ça s'approche »
 Caricature d'Eran Wolkowski, *Haaretz* 30.11.11

- **PALESTINIENS**

Le gouvernement a approuvé le transfert des recettes fiscales aux Palestiniens

Les ministres du Forum des huit ont décidé mercredi de libérer les quelques cent millions de dollars de recettes fiscales prélevées en octobre pour l'Autorité palestinienne. Ces fonds avaient été gelés par Israël suite à l'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'UNESCO. Seul le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Liberman, s'est opposé au transfert des fonds, estimant que « C'est une décision malheureuse qui ne contribuera pas à rétablir les relations entre Israël et les Palestiniens mais permettra à l'Autorité de continuer à se servir de l'argent pour encourager le terrorisme ».

Dans l'entourage du Premier ministre Netanyahu on affirme en revanche que les Palestiniens ont adressé un message à Israël selon lequel ils suspendront leurs démarches à l'ONU si Israël transfère les fonds et que, par conséquent, l'objectif du gel a été atteint.

Alex Fishman du Yediot Aharonot ne comprend pas l'intérêt qu'a Israël à geler les fonds palestiniens :

***Nous nous tirons une balle dans le pied* / Alex Fishman – Yediot Aharonot**

A long terme, le gel des fonds de l'Autorité palestinienne revient pour Israël à se tirer une balle, si ce n'est dans la tête, tout au moins dans le pied.

Alors qu'autour de nous une tempête secoue le monde arabe, les deux entités relativement saines d'esprit et stables qui demeurent sont l'Autorité palestinienne et le

royaume hachémite. Mais il suffit d'une petite secousse pour qu'elles aussi se retrouvent ensevelies sous la vague islamiste. Israël tient l'économie palestinienne à la gorge. Toute modification de ces flux de trésorerie punissent durement l'Autorité palestinienne et les Palestiniens de Cisjordanie et sont bien sûr une récompense accordée au Hamas.

Quelqu'un en Israël pensait que le fait de suspendre les transferts de fonds pendant un mois servirait d'avertissement afin que les Palestiniens comprennent qu'Israël n'apprécie guère le rapprochement entre Hamas et Fatah.

Mais en agissant ainsi, Israël joue avec le feu. Ce mois-ci, Israël n'a pas versé aux Palestiniens 100 millions de dollars. L'onde de choc a frappé l'économie jordanienne alors que la dernière chose dont Israël a besoin est d'affaiblir le roi Abdallah de Jordanie.

L'Autorité palestinienne n'est pas loin du point où les banques cesseront de lui accorder des crédits. Ses forces de sécurité reçoivent, pour l'instant, une partie de leurs salaires. En revanche, l'essence, la nourriture et le reste du matériel arrivent au compte-goutte et l'efficacité des forces de sécurité s'en ressent. Or Israël a tout intérêt à ce que l'Autorité palestinienne fasse la police et continue à collaborer avec Israël contre les organisations terroristes. Sans argent, il n'y aura pas de salaires et sans salaires, pas de police et les vagues islamistes s'abattront sur une société palestinienne affaiblie.

L'argent qu'Israël transfère, qui est de l'argent palestinien, nous achète un calme relatif et une collaboration militaire qui épargne à Tsahal le déploiement de forces très importantes en Cisjordanie pour y assurer l'ordre. Même pour les colons et pour la droite, la situation actuelle, avec une Autorité palestinienne qui fonctionne, est préférable au chaos et à l'anarchie.

Et si certains rêvent de voir Tsahal à nouveau dans les villes de Cisjordanie et le gouvernement militaire restauré, ils feraient mieux de jeter un coup d'œil du côté oriental du Jourdain. Car, dans une telle situation, on pourra voir un régime hachémite complètement déstabilisé et des groupes islamistes radicaux mettre en œuvre le « printemps arabe » en Jordanie. Quand cela arrivera nous ne pourrons nous en prendre qu'à nous-mêmes.



Khaled Mashal et Mahmoud Abbas, une réconciliation instable
Caricature de Moshik, *Maariv* 27.11.11

- **EUROPE**

Crise de la zone euro

La presse israélienne a consacré cette semaine de nombreux articles à la crise en Europe et à ses possibles répercussions sur l'économie israélienne. Lundi l'OCDE a publié des prévisions de croissance à la baisse pour l'économie israélienne. Selon l'organisation, la croissance israélienne devrait atteindre 4,7 % en 2011 au lieu des 5,4 % prévus initialement. Les estimations sont même plus pessimistes pour 2012 avec une estimation de croissance qui passe de 4,7 % au lieu de 2,9 %.

Parmi les conséquences de ce ralentissement économique, il se pourrait bien que le gouvernement ait à reporter d'un an la mise en œuvre de certaines recommandations de la commission Trajtenberg destinées à répondre à la contestation sociale de l'été dernier.



« – Tiens, encore une étoile filante. – Vite, faites un vœu »
Caricature de Shlomo Cohen, *Israël Hayom* 29.11.11